

JEAN-BERNARD LÉVY SEUL À PORTER SON PROJET HERCULE

C'était dans sa feuille de route lors de son renouvellement : le PDG d'EDF devait proposer à l'État ses réflexions sur une nouvelle structuration d'EDF.

L'histoire a débuté en février 2019, lorsque le Président de la République a renouvelé Jean-Bernard Lévy (JBL) en qualité de Président Directeur Général d'Électricité de France. À l'occasion de ses vœux aux salariés, en janvier 2019, JBL expliquait que : « *S'il doit y avoir des mouvements, ils prendront probablement deux ou trois ans* » et soutenait « *qu'il n'est pas question de démanteler EDF : il s'agit de créer, par exemple, deux structures à l'intérieur d'un groupe unique, qui permettraient des projets d'investissement et d'optimiser ce que nous avons à faire pour la transition énergétique* ».

Le PDG se réfugie derrière les négociations en cours pour ne pas donner de réponses

Un projet Hercule... top secret

Deux ans plus tard, en pleine crise sanitaire et économique mondiale, les salariés EDF vivent une situation inédite : leur direction refuse d'échanger sur le très confidentiel dossier Hercule. À la tête du dossier, il ne reste que JBL, isolé, y compris vis-à-vis des membres du COMEX (comité exécutif). Il explique que : « *nous sommes maintenant au bout de la démarche qui consistait à affaiblir EDF pour laisser la concurrence prospérer. Il faut désormais remettre les choses en place. Tous ceux qui défendent la situation actuelle d'Enedis doivent avoir conscience que dans les grands pays d'Europe, il n'existe pas de distributeur qui détienne 95 % du territoire. L'entreprise EDF serait beaucoup plus menacée dans la situa-*

tion actuelle qu'elle ne le serait avec la mise en place du projet Hercule ».

Si M. Lévy reconnaît, à demi-mot, que le dossier Hercule est menaçant, pour l'instant il n'est pas en capacité de répondre à toutes les questions que les salariés et leurs représentants syndicaux lui posent. Il justifie cela par le fait que les négociations soient toujours en cours.

Négociations secrètes entre l'État Français et la Commission Européenne

Aucune information publique n'est donnée que ce soit pour les organisations syndicales comme pour la direction de l'entreprise. M. Lévy se justifie en expliquant que les contraintes européennes sont nombreuses. Cela est confirmé par la Ministre Barbara Pompili lors de son audition parlementaire, précisant que « *les discussions risquaient de ne pas aboutir, et qu'il fallait maintenant réfléchir à d'autres alternatives* ». Il est bon de rappeler que la CGT n'a pas attendu pour proposer des alternatives au travers de son Programme Progressiste de l'Énergie, pour ouvrir des perspectives et éviter la destruction programmée du secteur ! M. Lévy explique par ailleurs que « *l'État ne va pas négocier cartes sur table en donnant tous les points de vue sur l'ensemble des négociations* », et que « *même les dirigeants d'EDF ne font pas partie de la négociation et sont juste informés par l'État* ».

Comment doit-on analyser cette fuite en avant et ce chèque

« Les dirigeants d'EDF ne font pas partie de la négociation et sont juste informés par l'État »

en blanc que constitue Hercule, sans connaître le détail des finalités voulues par le commanditaire du projet : Le Président Macron ?

Pendant ce temps, l'entreprise avance comme si de rien n'était. La Direction souhaite continuer d'échanger sur tous les autres gros dossiers : réorganisations, mise en place de nouvelles méthodes de travail, mobilité au sein du groupe... sans jamais vouloir aborder le projet Hercule qui menace de tout faire exploser. Cela n'est pas sans rappeler le Titanic, face à l'iceberg, avec son commandant souhaitant continuer à discuter du repas de gala, ou de l'organisation des cabines !

Difficile dans ces conditions d'avoir des échanges constructifs, sur des dossiers importants pour les salariés, quand un projet secret, très structurant pour l'avenir, risque de remettre en cause l'existence même des activités de l'entreprise.

De surcroît, exclure complètement les salariés et leurs représentants des discussions autour des différentes stratégies sur l'avenir de leur entreprise est un pari perdant ! M. Lévy, avec son projet, se retrouve bien seul, avec, face à lui, l'ensemble des syndicats de l'entreprise, unis, une très grande majorité de salariés et de leur management, et désormais une multitude d'élus de la Nation, de droite comme de gauche !

Multiples actions en interne d'EDF comme à l'externe

C'est dans ce cadre que l'ensemble des organisations syndicales de l'entreprise ont entamé, depuis novembre 2020, un boycott de l'ensemble des instances représentatives du personnel (IRP). Cette unité syndicale n'empêche pas la CGT de mener des actions complémentaires dans ce combat stratégique contre Hercule, y compris par la grève. Elle est aussi à la manœuvre pour dynamiser l'intersyndicale,



QUAND IL VOUS DEMANDERA
POURQUOI
VOUS AVEZ LAISSÉ
PRIVATISER L'ÉNERGIE
VOUS RÉPONDREZ QUOI ?

L'énergie est notre bien commun

#POUR L'ÉNERGIE
PUBLIQUE

Je signe
energie-publique.fr

CSEC

pour intensifier et prolonger le mouvement. C'est l'adhésion du plus grand nombre qui est visée et cela passe par une information constante auprès des salariés, afin que l'ensemble du personnel prenne conscience de la dangerosité d'Hercule.

Les usagers ne sont pas oubliés, eux qui subissent de plein fouet augmentations du prix de l'électricité et dégradation du service public. Le combat est donc aussi médiatique. Un combat qu'assume la CGT avec, entre autres, la campagne du Comité Social et Economique Central d'entreprise (CSEC) à destination du grand public.

Le combat se mène aussi dans la sphère politique, là où les décisions se prennent. La CGT n'a de cesse d'interpeller tous les élus : Maires, Députés, Sénateurs... de tous bords et les représentants de l'état.

C'est par un front, le plus large possible : salariés, usagers, élus... qu'Hercule sera terrassé avec le retrait complet de ce projet. Il ne règle en rien les difficultés d'EDF qui ont débuté avec la libéralisation du marché de l'électricité.

Hercule voudrait exploser l'entreprise intégrée EDF, en 3 entités indépendantes !

EDF
bleu

Une entreprise « publique » pour les centrales nucléaires

EDF
vert

Une entreprise privée cotée en bourse pour la distribution d'électricité (ENEDIS) et les énergies renouvelables

EDF
azur

Une entreprise en charge des barrages hydroélectriques dont les concessions seraient ouvertes à la concurrence